

Odile Ambry

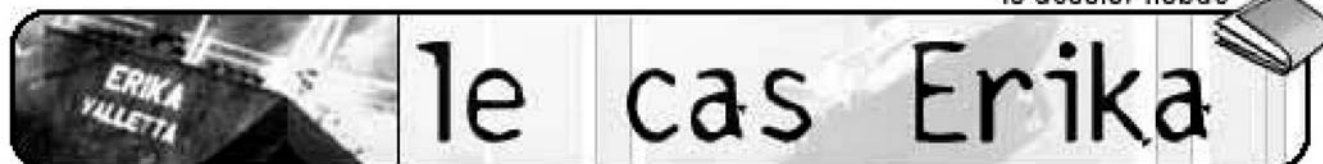
Journaliste

**EtudeTocsin
pour 3B Conseils**

Documents



le dossier hebdo



Retour sur le pompage de l'Erika

Brève

Interviews



Quand Total pompe, la presse rame ...
Comment tenter d'améliorer son image après la catastrophe écologiste et médiatique de l'Erika ? Attendre les vacances...des journalistes.

Lire la suite ... page 2

Des métastases dans la titraille ...

La polémique sur le contenu de la cargaison de l'Erika et les risques sanitaires auxquels ont été exposés les bénévoles se développe surtout de janvier à mars 2000. Alors que les journaux partagent les mêmes sources (avec parfois quelques décalages dans le temps) les titres de leurs articles différents permettant des interprétations contradictoires. Une simple histoire de mots ? Peut-être, mais ils sont lourds de sens : "risques", de "dangers"... et de "cancer" !

Petit inventaire non exhaustif... page 8

Les Initiatives Coopératives d'Information (ICI) ... page 3

Olivier Zablocki (Radiophare.net) ... page 4

Six morts sur le web : une enquête pas nette ... page 6

" Pourquoi l'avoir relayée ? " J.P. Baquiast (Admiroutes) ... page 7

" Les journalistes veulent des réponses simples " Henri Pézerat (CNRS) ... page 9

L'été du pompage dans la P.Q.N

Quand Total pompe, la presse rame ...

Comment tenter d'améliorer son image après la catastrophe écologiste et médiatique de l'Erika ? Total avait bien essayé au printemps avec sa campagne de spots télé. Total fiasco !

Mais les éditorialistes veillent. A l'écoute du pêcheur du Croisic ou de l'aôûtien d'Hoedic.

Non, rien ne vaut la saison estivale pour se faire pardonner. Le français paresse, oublie le noir. Il veut des histoires simples. Pas trop de personnages, ni de chiffres. Des certitudes, et surtout que cela se termine bien...

Dans cet été du pompage, la lecture attentive de la presse quotidienne nationale révèle les facilités offertes au pétrolier pour redorer son blason.

En août les journalistes sont out ?

Les titulaires, ceux qui ont suivi le dossier dans les périodes d'actualité ne sont pas là. Et les rédactions font le choix de s'appuyer sur leurs correspondants locaux, à Brest ou à Rennes.

Est-ce une raison pour se contenter de questions aussi factuelles ?

La vedette de l'été s'appelle Pierre Guyonnet, directeur/responsable/président (??) de la Mission du littoral atlantique. Si ce n'est lui, c'est donc son (con)frère de Total, technicien de base ou ingénieur spécialiste. N'y avait-il qu'eux à se mettre sous la dent ? Où sont les experts du début d'année ? Où sont les représentants des associations mobilisées de la région ?

Des informations hors pompage passent à la trappe (la liberté de parole retrouvée pour l'expert Loïc Lemoël, le rapport de l'Ineris sur les risques pour les bénévoles, le rapport d'enquête de l'Assemblée nationale, et d'autres). Pour les raisons évoquées plus haut ?

Cette mission, si vous l'acceptez...

Eh bien, c'est réussi. En baptisant " Mission du littoral atlantique " l'organisme ad hoc, chargé d'orchestrer sa communication autour du pompage, Total entretient la confusion entre l'entreprise Total, ses sous-traitants, et les pouvoirs publics. Les journaux le précisent une fois, puis l'oublient. Kidnappés les journalistes ?

500 millions de ronds, c'est tout rond...

C'est en tous cas le chiffre de l'été du pompage : global, invérifié et invérifiable.

Un chiffre martelé au point d'écraser les autres : montant des préjudices, volumes de fioul, quantité de déchets, etc... Contrairement aux périodes antérieures (des circonstances du naufrage à la nature de la cargaison), la communication est très complète sur les techniques employées pour le pompage (explications techniques, infographies, schémas).

Communication à coup de millions n'est ni réparation, ni contrition...

Odile AMBRY

L'information mutualisée

Les initiatives Coopératives d'information

Le naufrage de l'Erika a été l'occasion d'une expérience grandeur nature (et médiatique) pour les . Objectif : que les citoyens reprennent possession de l'infos, l'échangent, la vérifient sans forcément passer par les médias traditionnels. Plus question de rester passif face à une information qui défile sans interruption.

Les ICI partent du principe que chacun est détenteur d'informations qui peuvent servir au voisin. L'essentiel est de pouvoir échanger et pour cela, l'Internet est une bénédiction. Reste à savoir s'en servir.

Le naufrage de l'Erika a provoqué une floraison sans précédent de sites militants, de sites d'artistes protestants contre la marée noire, mais surtout de sites sur lesquels on pouvait trouver de l'INFORMATION. Sous forme de revue de presse, de liste de diffusion... Certains même sont devenus acteurs de l'information. C'est le cas, par exemple, du site du laboratoire indépendant Analytika qui a joué le rôle de contre-expert en contestant, tests à l'appui, les analyses officielles concernant la nature de la cargaisons de l'Erika.

On distingue donc trois formes d'engagement et de réaction citoyenne en rapport avec l'Erika :

- Les sites de protestations (Ras le fioul et le de Saint Nazaire,...)
- Les sites acteurs de l'information ()
- Les coopératives d'information citoyenne ()

C'est particulièrement à cette dernière catégorie que nous nous sommes attachés. En effet, les CIC sont peut-être sur le point d'inventer une nouvelle forme de journalisme, complémentaire du journalisme traditionnel.

Cécile PLET

ICI : une liste pour l'Erika Interview Olivier Zablocki

Olivier Zablocki fait partie des personnages incontournables dès qu'il s'agit d'initiatives citoyennes sur Internet. On le retrouve partout : Rezorama, Cliprezo, (au sujet de l'Erika) et plus récemment . Et tout cela, il l'organise, le gère, le met en place depuis l'île de Ré. Quelques jours après le naufrage de l'Erika, son site, véritable cocon d'initiatives, lance la liste Erika qui, très rapidement, compte une bonne centaine de participants.

Comment définir Radiophare ?

O.Z : L'objectif de Radiophare c'est développer l'interactivité entre les gens. Cela

demande d'être animé, de créer des outils, des interfaces, et cela exige beaucoup de formation. Car tout cela est relativement neuf dans les pratiques. À chaque fois que se crée une Initiative Coopérative d'Information citoyenne, j'ouvre un domaine. Ces domaines se créent en fonction des sujets : le mont Pariou, Georezo, Radioactif (prévention des risques majeurs)...L'objet est à chaque fois extrêmement limité, très précis, mais pour le reste, Radiophare n'a pas de ligne. C'est un espace de débats et d'échanges. La seule ligne de conduite est que l'information doit être mutualisée.

Comment Radiophare a pris la décision d'ouvrir une liste au sujet de l'Erika ?

O.Z : Je travaille depuis des années sur les ICI avec Henri Guégen, qui, par ailleurs, a été l'un des acteurs de la mobilisation lors de la marée noire provoquée par l'Amocco Cadiz. Nous avons commencé à écrire les principes d'un projet Radiophare lié au littoral et aux risques, quand l'Erika a coulé. Nous avons donc immédiatement lancé une liste.

Le premier acte concret a été d'organiser, le 22 décembre 1999 sur l'île de Ré, une première audition publique sur le thème "les anciens de l'Erika, pour donner des conseils sur les marches à suivre, les précautions juridiques à prendre, etc. "

Cette audition a pu se monter très vite grâce à la mobilisation du réseau sur une petite aire géographique.

Pourquoi cette liste a connu un tel succès ?

O.Z : La dimension locale des Initiatives Coopératives d'Informations citoyennes est capitale. L'intention d'associer la démarche à un territoire précis est très forte. Dans le cas de l'Erika par exemple, je vis à l'île de Ré et les personnes qui interviennent sur la liste sont également de la région. La confiance règne car je ne suis pas un ectoplasme. On sait où je suis et comment me joindre. De plus, Internet est un réseau de réseaux mais le premier réseau c'est le réseau local. Pour le coup, ce n'est pas du tout virtuel.

Tous ceux qui collaborent au Radiophare sont tous identifiés géographiquement. Un vaccin qui empêche de dire n'importe quoi...

"Sur la liste, les journalistes sont totalement parasites."

Mais cette forme nouvelle de l'information peut permettre toutefois la diffusion de fausses informations.

O.Z : Non, car l'information se vérifie assez bien et nous ne travaillons pas avec la même échelle de temps que la presse traditionnelle. Dans un e-mail, on peut faire passer une fausse information. Mais dans le cadre d'une liste de diffusion, elle ne tient pas le route. D'abord parce que tout le monde se connaît très vite et la relative proximité rend la diffusion de fausses informations difficile. Un exemple : lorsque nous avons lancé des vigies pour surveiller l'évolution des nappes, une dizaine d'internautes sur l'île de Ré étaient concernés. Et bien sûr, il y en avait un qui avait vu une immense nappe s'approcher (la



marée noire n'a pas touché l'île de Ré-ndlr). Mais tout au long de la journée, l'information a été vérifiée, recoupée par les internautes, présents sur place, pour donner finalement une vision très proche de la réalité.

Une fausse info ne dure jamais longtemps. L'information est recoupée comme elle ne l'a jamais été. De plus l'excès est très mal pris sur les listes de diffusions qui se distinguent plutôt par leur excès de prudence.

Des listes que vous modérez ?

O.Z. : Oui, toutes les tentatives de listes sans modération finissent toujours par être ingérables. En même temps, c'est délicat puisque l'on peut être rapidement accusé de censure. Mais il en va de la responsabilité éditoriale. Je lis donc chaque message avant de le diffuser. Si je vois que le message est trop ceci ou trop cela, j'en parle à l'auteur; je lui demande ce qu'il a voulu dire, de préciser sa pensée car certains messages, sans décodages, peuvent être impassables. Un vrai travail d'édition s'impose pour que les gens puissent échanger. C'est un rôle de rédacteur en chef. Tout est basé sur une valeur cardinale : la confiance.

Mais si on sort de l'expérience Erika avec une centaine de personnes ayant appris à travailler ensemble, à savoir mettre en place une idée de "rédaction virtuelle", c'est gagné.

La liste a-t-elle été utilisée par les journalistes des médias traditionnels ?

O.Z. : Lorsque j'ai ouvert la liste Erika, j'ai effectivement vu plein de journalistes arriver, mais jamais ils ne sont intervenus, même pour faire un commentaire. Ils sont totalement parasites. Ils se servent sans jamais rien apporter. La liste fait partie de leurs sources, sans plus.

Je pense que la presse traditionnelle va se retrouver en porte-à-faux par rapport à cette démarche. Aujourd'hui, si on prend le site du Télégramme ou de Ouest France, ils sont beaucoup plus riches que ce que nous sommes capables de produire, parce qu'ils ont plus de personnes et d'argent. Mais ce sont des avantages très provisoires.

Notre avantage majeur c'est que nous ne fournissons pas d'information tout court, mais une information mutuelle, enrichie en permanence.

Enfin quel est le bilan de cette liste Erika ?

O.Z. : Le but, c'est que les gens aient appris quelque chose de tout ça. Qu'ils aient acquis une nouvelle attitude face à l'information. Beaucoup se sont rencontrés par le biais de la liste et vont continuer à travailler ensemble.

Au bout du compte, la liste Erika a permis à une bonne trentaine de personnes d'apprendre à travailler ensemble à travers le réseau, de faire un grand saut qualitatif dans leur formation générale. J'ai presque envie de dire que je me fous de l'Erika. L'important c'est de changer d'attitude, d'être en position d'apprentissage, de reprendre possession de soi-même par rapport à un monde dans lequel on est le plus souvent poussé à la passivité. De retrouver la liberté d'agir et de

réagir différemment. Et ça, ce n'est pas un résultat qui se mesure en terme d'audience.

Cécile Plet

Six morts sur le Web

Une enquête pas nette

L'investigation existe sur Internet. Exemple : une contre-enquête sur le naufrage de l'Erika encore accessible aujourd'hui sur le site d'. Problème : c'est bidon.

Un texte, mais quel texte : 50 pages imprimées qui devaient naufrager Total, le gouvernement français et bien d'autres, entraînés dans le désastre.

Le 14 juin dernier, une certaine Annie Lobbé publie sur le site d'Attac un document exclusif – publié à titre personnel – et intitulé : "Chronique du naufrage de l'Erika". Endossée par d'éminents acteurs de l'Internet collaboratif et citoyen, envoyée sur nombre de listes de diffusion et de discussion, cette contre-enquête ne tient pas ses promesses.

Sur un ton dramatique, l'auteur (que nous n'avons pu joindre) annonce des vérités sur la base de recoupements de sources exclusivement : articles de presse (en nombre très limité) et données officielles en ligne. Première limite, première erreur. Les sources sur le naufrage sont infiniment plus nombreuses, et donc plus diverses. Négliger la radio, la télévision et la photo conduit l'auteur à affirmer des faits démentis par ces autres sources. Un vrai travail de fourmi, néanmoins, mis en valeur par des copiés collés à la limite du lisible.

L'enquête d'Annie Lobbé tend donc à démontrer que si les compte-rendus du naufrage publiés dans la presse diffèrent tant, c'est que cela cache quelque chose. Par exemple, et c'est une des conclusions les plus bouleversantes, six personnes auraient trouvé la mort pendant le sauvetage : un plongeur de la base de Lanvéo-Poulmic, Pascal Chevalier, et cinq marins indiens de l'Erika.

Même en se contentant de sources en ligne, il est facile de découvrir des photos et des interviews du même Pascal Chevalier, quelques semaines plus tard, dans Ouest-France.

De plus, l'annonce spectaculaire du nombre de victimes repose essentiellement sur l'étude de la capacité d'accueil des hélicoptères Super Frelon, sur des sites Web dépendant du ministère de la Défense ou tenus par des militaires passionnés de multimédia. Avant de se poser comme expert de matériel militaire, encore aurait-il fallu envisager des questions/réponses à des spécialistes connaissant le matériel en usage sur les bases concernées par le sauvetage et la capacité de transport de ces hélicoptères.

Cette même annonce repose enfin sur des différences détectées dans des interviews de Roland Primel, chargé du treuil du premier hélicoptère. Il aurait dit (dans le Télégramme de Brest) que l'hélicoptère était tombé en panne. Or l'article, consulté en ligne, repro-

duit sa déclaration : "Le treuil de l'hélicoptère est tombé en panne..." (En plein milieu du sauvetage, NDLR.) Sachant qu'Annie Lobbé explique la mort du plongeur par cette différence dans les témoignages, le lecteur attentif, stylo à la main, en vient à se demander si elle est de bonne foi, ou s'il s'agit d'une maladroite manipulation.

Odile AMBRY et Cécile PLET

Six morts sur le Web

Interview : Jean-Paul Baquiast (Admiroutes)

Qui suis-je pour opérer une censure ?

Jean-Paul Baquiast est le fondateur animateur d'Ancien haut fonctionnaire, aujourd'hui à la retraite, il est un des pionniers de l'Internet français. Les batailles qu'il mène pour la transparence des documents administratifs et la libre circulation de l'information ne restent pas sans résultats. Il a mis en ligne sur le site d'Admiroutes le document d'Annie Lobbé, et le revendique : "Je me bats depuis très longtemps pour que l'Internet permette à chacun de s'exprimer librement, et j'ai donc jugé bon de mettre ce nouveau document, en provenance du site d'Attac, à la disposition directe des visiteurs d'Admiroutes."

Vous l'avez lu ?

J-PB : Disons que je l'ai parcouru. Surtout le début. J'ai quelques connaissances dans le domaine de la marine marchande, et les premières pages me donnaient l'impression d'être très étayées. Je dois dire aussi qu'ayant suivi de très près la naissance de cet Internet citoyen autour de la marée noire, je sais que des rumeurs persistantes circulent sur des flous dans l'enquête, des inexactitudes, pour dire le moins. J'étais donc content, sur le coup, de trouver un document qui donne l'impression de les recenser. Par ailleurs, je prône depuis des années la transparence de l'information en provenance de l'administration. Je vois là un nouvel exemple de ce manque de transparence, qui permet aux rumeurs les plus folles de circuler et aux documents les plus fantaisistes ou approximatifs de trouver des lecteurs. Total d'un côté, et les diverses composantes publiques du dossier devraient publier au fur et à mesure les résultats.

Vous connaissez l'auteur ?

J-PB : Pas du tout. Je ne sais pas qui c'est.

Pourquoi le mettre ainsi en valeur sur votre propre site ?

J-PB : Je ne suis pas journaliste, je n'ai pas les moyens de vérifier l'information. Qui suis-je pour opérer une censure ? Sur quelle base ? Mais je favorise les initiatives de type "coopératives d'information", qui peuvent se saisir de ce type de documents et les décrypter. L'internaute, individuellement, a du mal à s'y retrouver. Il lui faut de l'aide.

Propos recueillis par Odile AMBRY